



HAL
open science

Stations en tension : agenda de recherche

Vincent Vlès

► **To cite this version:**

Vincent Vlès. Stations en tension : agenda de recherche. P.I.E. Peter Lang. Stations en tension, , pp.215-257, 2016. hal-01249232

HAL Id: hal-01249232

<https://hal.science/hal-01249232v1>

Submitted on 30 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Stations en tension : agenda de recherche

Synthèse et conclusion

Vincent VLÈS

L'avenir n'est pas prédéterminé. Ouvert à plusieurs futurs possibles, c'est une des missions de la recherche que de les éclairer. Pour mener à bien le projet de station ou de destination, les politiques touristiques ont besoin de connaître les éléments constitutifs, contributifs de leurs trajectoires anciennes et récentes pour accompagner, en les infléchissant plus ou moins, les évolutions prévisibles. Soulignés dans ces travaux, les mutations, les tensions, l'amplitude des évolutions des lieux touristiques, leurs itinéraires prévisibles permettent d'enrichir les schémas théoriques de la science.

Les trajectoires des stations analysées dans cet ouvrage montrent une grande diversité des transformations en cours et le rôle de l'innovation dans leur devenir. Au XX^e siècle, l'époque de la « catégorisation » des sites, de la classification, de la taxinomie, de la systématique, de la hiérarchie a décrit un système dans lequel les lieux attractifs, les villes-champignons du littoral, les néovillages des campagnes ou les « archipels d'altitude » connaissaient des phases de création, d'extension ou de désarmement obéissant à des trajectoires assez simplifiées, regroupées en quelques types schématisés (Préau, 1968 ; Cumin, 1970 ; Perret, 1994 ; Knafou, 1978 ; Butler, 1980 ; Équipe MIT, 2002, 2005 ; George-Marcelpoil ; Clivaz et coll., 2010, 2011).

Les résultats des recherches qui précèdent montrent que les dynamiques actuelles s'écartent largement de ces « catégories » ; la « typologie » de leur appartenance initiale ne semble plus le seul facteur de leur évolution, et encore moins avoir un impact certain sur leur avenir : la courbe de vie de la station ou du territoire n'est pas prédéterminée. Le déterminisme catégoriel fournit peu d'explication sur l'apparition de phénomènes nouveaux – parfois insoupçonnés, dans la postmodernité radicalisée (Olivier Rey, 2014) qui conditionne les facteurs d'avenir des stations et des aires touristiques. Leur catégorisation, le « séquençage » de leur cycle de vie, étapes de la démarche scientifique un temps utile, peut-être, à la conceptualisation de l'évolution contemporaine du tourisme, à sa représentation, à l'idée que les scientifiques pouvaient s'en faire à

une époque où la modernité était synonyme de la raison utilitaire (Caillé, 2003), se révèlent désormais d'un apport limité pour que la science puisse apporter une lecture raisonnée des enjeux liés à leur avenir.

Aujourd'hui, les stations touristiques connaissent des conditions de production très différentes dans leur processus de développement. Si leur mouvement initial s'insérait dans l'idéal de la modernité, celui de la quête d'autonomie des personnes et de leurs groupes sociospatiaux, le système de fonctionnement de la production touristique localisée a produit de fortes disparités de situations. Le processus de la modernité est sans doute venu à bout de la modernité comme époque. Les analyses des trajectoires publiées dans cet ouvrage sonnent comme une critique de cette modernité, qui n'est plus, désormais, synonyme de dynamiques et de progrès. Révélées ici, les tensions apparues ces dernières décennies ont fait apparaître un doute porté sur le processus de développement touristique engagé depuis deux siècles. Les changements en cours, dans un contexte économique, social et culturel chamboulé, montrent avant tout des « stations en tension », voire font pressentir une *transition* en cours : leurs mutations semblent marquées par des phases d'accélération, de ralentissement, des bifurcations. On est aujourd'hui dans une situation où, dans certains sites tout paraît compromis (et pas seulement dans une « catégorie » de tourisme ou un « type » de territoires). Cette situation est loin d'être négative, car on assiste ici et là à toute une série d'initiatives de la société civile qui se saisit des problèmes et les résout en les transformant, en sortant de la seule logique productiviste. La recherche en a évalué les forces et la résilience, qui pointent de plus en plus dans les systèmes productifs locaux en matière de tourisme et de patrimoine (naturel, culturel).

Pour saisir cette *transition*, ces travaux ont identifié les changements qui touchent trois dynamiques sociales et territoriales : celle des processus de territorialisation, celle de l'adaptation au changement, celle de la gouvernance des destinations.

1. les processus de territorialisation peuvent s'entendre comme une combinaison de territoires autour des stations, une structuration (socio-économique, administrativo-politique, communicationnelle) d'aires touristiques dont le point d'origine est l'existence d'une station (par effet de polarisation) ou de plusieurs stations (par effet de coalescence), phénomène dont l'économie du tourisme et des loisirs représente un facteur majeur d'évolution ;
2. l'adaptation au changement est marquée par de multiples facteurs depuis les années 1990, tels que la concurrence accrue entre les destinations, le vieillissement de la population touristique, l'affaiblissement des dynamiques internes, l'apparition d'initiatives

nouvelles, les déficits chroniques d'exploitation d'équipements, les exigences croissantes de qualité esthétique et environnementale ou encore la gestion des risques et incertitudes ;

3. la gouvernance des stations touche dorénavant un large territoire, car les aires touristiques, devenues des « destinations », sont des systèmes économiques, sociaux, environnementaux dans lesquels un sous-système de décision organise et régule des politiques opérantes, plus étendues que celles des stations initiales qui fournissent aux touristes les biens et les services nécessaires à leur séjour.

L'aire touristique, ce territoire lui-même produit touristique, est touchée par l'évolution de l'ensemble de biens et de services qui gravite autour d'éléments attractifs répondant désormais plus largement aux besoins d'un segment de touristes que la station historique. Ce rapport nouveau au produit transforme la destination, dans sa globalité, il gagnerait à être assimilé à une entreprise virtuelle qui tente de répondre, à partir de son activité, aux besoins de ses clients, les touristes.

1. Les processus de territorialisation

Les processus de territorialisation permettent de dégager les indicateurs pour appréhender la question de l'évolution des territoires touristiques. Ils mettent en avant la nécessité de penser le renouvellement des méthodes pour appréhender, de façon interdisciplinaire, le changement touristique. La question du modèle des transformations socio-économiques pour aborder les évolutions des trajectoires des stations touristiques, la notion de « capital touristique », celle de « ressources », mais également aussi celle de « divergence touristique » montrent le rôle considérable de l'approche interventionniste dans les trajectoires, le facteur essentiel de la gouvernance. Surtout, le statut des facteurs endogènes ou exogènes dans ces évolutions apparaît déterminant. Il révèle les trajectoires des processus de territorialisation plus que les trajectoires des stations elles-mêmes. Les descripteurs qui permettent d'en évaluer les formes et les effets de levier apparaissent ici clairement. Les facteurs qui caractérisent les processus d'évolution se détachent des typologies et permettent d'expliquer les évolutions qui ont été en action dans le passé, insister sur les bifurcations potentielles à venir, mettre en alerte sur les décisions à prendre : ils alimentent un tableau de bord qui, pour peu qu'on en ait le désir, tient informé des directions possibles et aide à choisir les trajectoires par la société locale. Donc des facteurs exogènes, d'autres endogènes ou, à l'interface, des facteurs transitionnels expliquent les bifurcations de manière plus complète que le contexte géographique ou historique et, surtout, permettent d'agir sur le devenir des stations et territoires.

Un premier volet d'indicateurs utiles est constitué par un « socle » (potentiel, ressources) produit par les logiques de développement et de territorialisation, composé de ressources territoriales coconstruites entre les habitants, les touristes présents et la stratégie politique. Les lieux longtemps isolés, tel le Couserans, en fournissent un exemple parfait : à un moment donné de son histoire touristique, les acteurs du tourisme du Couserans étaient dans une posture d'autodévalorisation, malgré des ressources dont ils n'étaient pas conscients. Mal informés, peu formés, insuffisamment aidés, ils sont longtemps restés dans un processus contre-productif en termes de développement. En définitive, on voit ici que la notion de ressource territoriale, sa valeur signifiante (plus que sa valeur substantielle), la notion de logique de différenciation, de « mise en scène territoriale » jouent très fortement dans l'efficacité de l'intervention. Le concept de « ressource touristique » et celui de « capital touristique » semblent sur ce point assez similaires. Dans le cas d'une filière, il y a peu d'identification au territoire par le touriste (l'exemple du spot surf à Biarritz est marquant). Intégrée dans le processus de construction du territoire, la ressource permet de dépasser le seul potentiel de filière, que l'on retrouve ailleurs dans le monde. Les valeurs sensibles du territoire paraissent également être des facteurs déterminants de différenciation. La composante spatiale, l'aménagement des espaces publics urbains ou naturels dans les stations, la maîtrise du foncier à long terme avec la constitution de réserves publiques et la nécessité d'avoir de bonnes connaissances des patrimoines apparaissent comme autant de facteurs très qualifiants conditionnant l'avenir.

Le second volet d'indicateurs de territorialisation relève de la gouvernance et de son fonctionnement. Selon les territoires, certains modes de gouvernance et de choix de gestion collective du « bien touristique » valorisent la destination, d'autres peinent à agir. Ici le facteur de la capacité d'investissement joue pleinement et implique parfois des choix entre la mise en valeur de la tradition et la mise en scène de la modernité. Le facteur de la notoriété, de la réputation donnée au territoire s'inscrit en seconde position dans la hiérarchie des facteurs à maîtriser par les acteurs et les institutions pour pouvoir mieux attirer, maximiser le pouvoir « d'attractivité territoriale », son attrait.

Pour autant, cette batterie d'indicateurs ne constitue pas, en tant que telle, un « modèle » scientifique de l'évolution des trajectoires. La modélisation est un outil d'appréhension du réel, une grille de lecture de la réalité du territoire touristique. Elle est « l'idéal type » de Max Weber, c'est-à-dire une accentuation unilatérale de certains traits pour permettre une appréhension intelligible du réel. L'importance entre le virtuel et le réel est donc fondamentale dans le processus de territorialisation du tourisme : on croit que le réel est suffisant pour le caractériser, mais

l'exemple du « dédoublement résidentiel » (décrit au chapitre 2) montre qu'en fait l'image du « touriste » ancré avec sa résidence secondaire dans le territoire compte autant, pour le processus de développement, que lorsqu'il en est absent, car il continue à faire vivre ce territoire à distance. On le voit partout, par exemple dans l'Aubrac : les visiteurs y achètent des produits locaux, mais lorsqu'ils en repartent, ils continuent à les acheter même à 800 km. Le dédoublement résidentiel met bien en lumière cette importance à accorder, désormais, au « virtuel » par rapport aux indicateurs très souvent focalisés sur le réel.

2. L'adaptation au changement

L'adaptation au changement est le second facteur qui intervient dans les trajectoires. Elle est un processus davantage qu'un but, une réponse des opérateurs à une menace et traduit une capacité d'anticipation des menaces sociétales, économiques ou politiques. Invoquée comme un moyen de diversifier des activités anciennes parfois obsolètes ou devenues inadaptées aux nouvelles règles, l'adaptation pose la question des formes de diversification de l'offre touristique, celle des facteurs de cette modification et ses difficultés.

Ce processus, défini au chapitre 4 comme « un processus par lequel, à partir d'un diagnostic interne et en vue de quelques finalités, un système complexe passe d'un niveau d'organisation à un autre niveau d'organisation différent du précédent » (Taché, 2003), induit et produit des formes d'évolution et des bifurcations de trajectoires très variées : le renouvellement du rapport à la nature, notamment, semble peser par exemple très fortement sur les valeurs des visiteurs en retournant parfois complètement la vision que les professionnels ou les scientifiques voyaient dans leur rapport au monde. On peut se demander si cette rupture est réelle ou apparente, mais il semble que la valorisation entraîne des modifications structurelles dans les équipements collectifs en usage jusqu'ici. Les facteurs de changement sur le temps long sont déterminés à la fois par le facteur de l'innovation et la capacité des acteurs à mobiliser les différents modes d'innovation, techniques, organisationnelles ou de produit. Le rôle de la gouvernance dans l'évolution différenciée des lieux touristiques est ici aussi structurant : la mise en évidence du poids du leadership local, le rôle de la multimodalité des acteurs locaux obtenu grâce au cumul des fonctions ou des mandats participent à la création d'un réseau de connaissances et d'actions capable de mobiliser.

Les difficultés, risques et controverses suscités par la mise en œuvre de ces stratégies d'adaptation sont néanmoins évidents : risques financiers et techniques autour des nouvelles technologies, tensions autour des mises en place de produits nouveaux, modifications des aménagements non touristiques qui modifient les comportements des visiteurs.

Ces différentes formes de développement et d'évolution s'imposent aux organismes locaux, on en voit les marques de manière cyclique dans la capacité des opérateurs et professionnels à amorcer une évolution de leurs produits ; l'efficacité de la méthode historique pour en dessiner les trajectoires apparaît réelle.

3. Le management des destinations

Les travaux sur le management des destinations permettent, en dernière analyse, de définir la destination dans sa globalité, celle pouvant être assimilée à une entreprise virtuelle, qui, à partir de son activité, tente de répondre au besoin de ses clients, les touristes.

L'analyse des performances des organismes de gestion des destinations, celle de la performance des territoires, le numérique montrent un changement profond de paradigme dans le management des destinations.

L'efficacité apparaît comme une nécessité absolue dans le tourisme et la méthode d'analyse par développement des données compare des éléments entrants (input) – par exemple le nombre d'employés, les formations ou encore le nombre de chambres dans un parc de réceptif d'une région, qui apparaissent comme des ressources – à des éléments sortants (nombre de nuitées produites, le taux d'occupation) qui en sont les résultats. Cette comparaison entre les différents opérateurs permet à un territoire ou à un opérateur de se comparer à des performances médianes. Dans le cas de l'analyse des organismes de gestion des destinations sur un panel d'une centaine d'offices de tourisme réalisé par l'une des équipes, on obtient des indicateurs importants qui sont la touristicité du territoire (avec proposition méthodologique d'un indice de touristicité), le nombre d'emplois en office de tourisme, ou encore, en facteurs sortants, le taux de récolte de la taxe de séjour sur un territoire, indicateur qui traduit assez bien l'efficacité. Ceci permet de pouvoir comparer des dynamiques locales, les organismes de gestion des destinations des communes très touristiques étant moins efficaces que ceux des stations moins touristiques, par exemple. La nature des indicateurs apparaît ici essentielle pour choisir les éléments entrants et les éléments sortants.

La vulnérabilité et la résilience des stations poussent à s'interroger sur les dimensions structurelles, économiques, institutionnelles et sociales de ces facteurs. L'analyse comparée montre que les grandes stations les plus intégrées ne sont pas finalement les modèles les plus efficaces ; par ailleurs, les modèles plus intégrateurs de territoires sont les plus viables à long terme et les modèles qui ont suivi un processus de fuite en avant, notamment immobiliers, semblent reprendre en main leur propre histoire.

La dimension numérique n'est pas juste une évolution des fonctions touristiques locales : elle permet de revisiter en profondeur l'ensemble des fonctions touristiques, ne serait-ce que les limites mêmes de la destination,

puisque c'est le consommateur, notamment par ses requêtes faites sur les moteurs de recherche, qui définit ce qui « est » la destination perçue, pratiquée. Ce n'est plus l'offre promue par la collectivité qui détermine ce qui est signifiant comme territoire et comme produit. Par ailleurs, on est plus face à une réalité où l'on trouvait des packages ficelés pour les touristes et qui déterminaient une aire touristique constitutive des pratiques et des consommations. Ce que le numérique a amené, c'est un changement total de la place du consommateur : il prend désormais un pouvoir important dans la façon de construire la réputation d'une station et son management est aujourd'hui au centre du processus de promotion-construction des produits. Il y a, de ce point de vue et sans conteste, une réduction du décalage entre la réalité touristique virtuelle et la réalité réelle. À Médoc Océan (Carcans, Lacanau, Hourtin) par exemple, en quelques années, l'ensemble des métiers des organismes de gestion de la destination ont évolué et se sont spécialisés autour de nouveaux métiers fondamentaux, les « animateurs numériques de territoires ». Les stations négocient des accords avec les plateformes de réservation plutôt que de développer leur propre système de réservation, l'organisation de l'accueil a été également totalement restructurée. On serait donc passé de la station qui faisait de la réservation – intermédiaire entre le touriste et le producteur – à la station « centre de ressources » pour les professionnels afin de les aider à accroître leurs performances.

La culture d'une destination et de son histoire permet de mieux comprendre comment toutes les formes de production touristique locale ont évolué par la co-construction construite avec l'e-tourisme. « L'authenticité » est un concept approché désormais en fonction des perceptions et des représentations des visiteurs, elle échappe au moins partiellement à l'analyse réflexive des territoires. Des décalages importants naissent ici entre ce qui est demandé et ce qui est proposé et le rôle de l'intermédiation devient primordial pour créer un lien entre les touristes et l'histoire de la station.

Le changement global en cours qui pousse à réfléchir et à redéfinir les formes de l'offre a un impact très fort sur les finances, le respect de l'environnement, il produit une résilience sociétale non négligeable ; l'évolution du numérique et les nouveaux comportements qu'elle induit amènent au constat de rupture des modèles, à la nécessité de prendre du recul par rapport à l'existant, au besoin de mettre en place des outils de mesure puissants pour l'évaluation de l'efficacité du système productif local.

Qualifier ces différents indicateurs des formes des trajectoires des stations et aires est délicat : la ressource, le capital, les capacités (sociales, de formation, économiques), la notoriété, la réputation (l'imaginaire et les

symboles, les expériences et les vécus), la gouvernance et sa co-construction sont autant de facteurs que la recherche sait désormais qualifier avec utilité. Ces indicateurs aident à construire la ressource, permettent sa mise en œuvre, elle induit l'idée d'exploitation.

En termes d'évaluation, l'examen de ces facteurs permet de distinguer ce qui relève de la ressource générique, fluide, délocalisée, de ce qui est propre de la ressource territoriale enracinée dans un territoire – et qui l'est à ce point qu'elle participe à l'existence, à la qualification et à l'identification de ce territoire au processus de bifurcation de trajectoire. On gagnerait ainsi à retenir des indicateurs qu'ils mesurent le degré d'enracinement de la ressource, sa nature (renouvelable, non renouvelable, y compris sur le plan des ressources imaginaires). Car la territorialité n'est pas l'enferment dans le local, dans un espace, mais plutôt une manière de penser et de mobiliser les différents modes d'intervention à différentes échelles de lieux et d'espaces, la capacité de l'habitant et de l'acteur à se servir de la proximité organisée et à articuler ses actions à différentes échelles. Ce choix se pose en termes de gouvernance et il se pose en termes de projet. Dans cette complexité, le capital extérieur, qui s'inscrit dans un projet multiéchelles, peut devenir ressource du territoire touristique. La gouvernance des stations et celle de la destination sont donc devenues de nature multiscalaire.

La ressource touristique des stations et des aires touristiques a évolué du « gisement » initial à un construit social fondé sur une reconnaissance, elle-même fonction de son utilité et de sa finitude. Ce qui a fait ressource à un moment donné dans l'histoire des stations peut cesser à tout moment de faire ressource. Les bifurcations des trajectoires se font alors sur des points de distinction entre la ressource potentielle et la ressource mise en œuvre. Cette disjonction souligne l'importance de l'évaluation avant l'action. Les indicateurs à mettre en place sont ceux de la vérification du niveau de la ressource, de son mode de mise en œuvre. Par exemple, les cas étudiés ici montrent clairement que le fait d'avoir de très beaux paysages fait ressource potentielle, mais en l'absence d'accessibilité, d'hébergements, de reconnaissance par les pratiques des e-touristes, cette ressource n'est qu'imaginaire et ne débouche pas sur un développement.

La mobilisation de l'ensemble de ces indicateurs peut servir d'outil de mobilisation, de mise en œuvre d'une dynamique fondée sur l'appropriation par les habitants et les décideurs pour définir leur projet.

*
* *

Ces résultats montrent que les destinations et les stations touristiques sont entrées en transition. Notamment parce qu'après une période longue de croissance plus ou moins bien contrôlée, ordonnée autour de la

protection de « l'industrie touristique » naissante puis de l'accélération du développement, la notion de « développement durable » est venue marquer une phase de changements à partir des années 2000. Issue de la conjonction, d'une part, de la contestation environnementaliste – d'abord focalisée sur les catastrophes et accidents, les destructions de sites naturels – et, d'autre part, de la remise en cause du « tourisme de masse », la thématique du « tourisme durable » a constitué les bases d'une nouvelle approche du développement (Clarimont, Vlès, 2008). Cette approche a été caractérisée d'abord par l'intégration de dimensions écologiques dans les politiques publiques, centrales ou locales et dans les pratiques d'entreprises avant de toucher, de manière très inégale et plus récente, les territoires et stations touristiques. Il s'en est suivi un aménagement plus ou moins effectif (avec des effets de greenwashing) des activités.

La remise en projet des ensembles territoriaux touristiques semble d'autant plus importante que la *transition touristique* ouvre aujourd'hui une troisième phase du développement. La notion de transition est à prendre non dans son sens empirique de cadre et d'objet d'action publique, mais comme le révélateur d'un changement du statut de la thématique écologique et des rapports nature/société dans les stations et territoires touristiques contemporains. Cette thématique de transition touristique n'est pas réductible à une séquence dont le point de départ serait les décisions managériales ou politico-administratives tenant mieux compte de la préservation de l'environnement et le point d'arrivée les dynamiques propres aux territoires ou encore les différentes formes de la contestation civique des aménagements touristiques programmés. Le tourisme et la transition globale (écologique, mais aussi de la société) entretiennent des relations pour le moins ambivalentes qui traduisent bien le nouveau rapport à la nature des sociétés occidentales. On ne saurait oublier que le tourisme a souvent été – et est parfois encore – à l'origine de la protection et de la transformation des territoires, que les premières associations de tourisme ont joué un rôle majeur dans l'institutionnalisation des règles de protection pour des espaces, des monuments, des sites remarquables. Cependant, la démocratisation et la massification des loisirs observées durant les Trente Glorieuses se sont accompagnées de grandes opérations d'aménagement fordistes fondées sur le productivisme, souvent destructrices des milieux. Les chercheurs l'ont démontré dans cet ouvrage, aujourd'hui, la concurrence accrue entre les destinations, les difficultés des initiatives locales à anticiper les changements qui s'annoncent, les déficits chroniques d'exploitation dans des pans entiers de l'espace touristique productif mondial, de nouvelles pratiques des clientèles, la quête d'univers de séjours plus esthétiques et plus respectueux des sociétés et de la nature, l'émergence forte d'un tourisme de proximité qui touche dorénavant l'espace du quotidien,

d'un tourisme « expérientiel » (à la recherche de sens, d'émotion, de participation) et d'un tourisme « responsable » (écotourisme – tourisme éducatif, « slow-tourisme ») confirment que l'ensemble de la sphère sociale de la production et de la consommation touristiques mondiales est en mutation forte.

Dans ce nouveau contexte sociétal, l'idée d'une refonte du modèle de développement touristique moderne s'installe progressivement un peu partout, et la rhétorique de l'anticipation, qui pourrait la porter dans les documents programmatiques et les réalisations concrètes, gagnerait encore à être mieux mobilisée. Le développement touristique porté par les pouvoirs publics comme outil d'aménagement du territoire impose au secteur de contribuer positivement aux économies locales en tenant compte de l'impératif écologique pour garantir la croissance touristique.

L'ensemble de ces enjeux implique que la recherche se saisisse des connaissances nouvelles de « l'expérience » des visiteurs pour parfaire les savoirs des disciplines du tourisme notamment dans l'action, l'intervention sur l'espace touristique, le *planning*, la programmation, la transformation de l'offre, l'amélioration des conditions de visite, les perceptions nouvelles du monde matériel à faire découvrir et à comprendre l'autre et l'ailleurs. La question de la connaissance du comportement du touriste sur le territoire n'a un sens pour les scientifiques que si l'observation des pratiques nouvelles, qui sont apparues si déterminantes pour l'évolution du secteur d'activité, peut être interprétée afin d'aider à faire des choix pertinents (valeur économique, valeur ergonomique, valeur culturelle – paysagère, patrimoniale...), sortir de la vision purement productiviste de l'espace, analyser et qualifier les atteintes aux territoires des espèces vivantes, améliorer les prévisions d'évolution des espaces sociaux, naturels, en tirer des lignes d'action (l'espace, les hommes et les échanges) pour intervenir (l'action est ici un but légitime de la recherche) : donner un sens aux sciences du tourisme, c'est intervenir sur l'espace et l'entreprise, c'est veiller à assurer l'équilibre entre espaces naturels, pôles urbains et réseaux, c'est améliorer l'accueil des hommes dans leur fonction résidentielle et leur activité de production ou de récréation : où intervenir ? Pourquoi ? Comment ? En améliorant les méthodes et les actions, fondées sur l'interdisciplinarité et la construction d'une culture commune entre les disciplines qui traitent du tourisme.

Au-delà de ces connaissances sur les stations apportées par la recherche scientifique, il lui reste aussi à construire et gérer des bases de données exhaustives, tant sur le littoral qu'en montagne ou en milieu rural, afin d'appliquer à l'ensemble de l'effectif des stations et aires touristiques les analyses quantitatives et qualitatives qui seules permettent d'acquérir une compréhension fine de l'ampleur territoriale des mutations ou des

transitions en cours. Ces opérations de recherche ont débuté en montagne, notamment grâce à deux outils mis en place récemment par l'État, par certaines collectivités et à l'initiative d'opérateurs de recherche : la « BD Stations » (banque de données) développée par l'Irstea¹ pour les Alpes² (à étendre aux autres massifs, au moins en France) et le très récent groupement d'intérêt scientifique « CIMES » (centre international des montagnes du Sud) porté, dans les Pyrénées, par les collectivités territoriales et les laboratoires de recherche impliqués (notamment par l'Université de Toulouse). Ces deux outils, fondés sur la connaissance fine des modes de gouvernance des stations, sur leur processus d'ancrage dans leurs territoires environnants, alimentés par la recherche, pourraient assurer dorénavant une meilleure centralisation et diffusion des ressources, des expériences et des connaissances, le développement de projets, la production d'outils d'aide à la décision et un accompagnement d'une vision prospective, par la recherche et sa médiation. En ce qui concerne le littoral, la question de la création d'un outil d'analyse, de diagnostic et de réflexion prospective similaire est encore à l'agenda des collectivités impliquées, notamment dans le cadre du GIP littoral aquitain³ ou de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon.

Ainsi, cette observation fine des mutations à l'œuvre dans les territoires touristiques permet de rapprocher aujourd'hui l'agenda de la recherche « stations » de l'action collective et de la rendre attentive aux attentes des praticiens, de continuer à proposer une connaissance scientifique rigoureuse qui puisse être mobilisable dans et pour les politiques publiques et les stratégies privées, ainsi que des outils d'aide à la décision, de conseil au pilotage et à l'évaluation des pratiques professionnelles. Pour cela, on voit ici combien on gagne à toujours mettre en valeur une démarche interdisciplinaire (ce qui n'exclut pas la référence privilégiée à la discipline de chaque chercheur), une dimension spatiale dans la façon de traiter les thèmes abordés, une approche théorique et critique d'une part, concrète ou opérationnelle d'autre part, ces deux dimensions s'enrichissant l'une l'autre.

À n'en pas douter, cette réflexion sur l'action et [ou] vers l'action implique désormais une posture prospective de la part des disciplines qui travaillent sur les trajectoires des stations et des destinations touristiques.

¹ Institut national de recherches en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, anciennement nommé Cemagref.

² <http://www.observatoire-stations.fr/>. Les recherches et expertises de l'Unité de Recherche Développement des Territoires Montagnards mobilisent principalement les sciences humaines et sociales.

³ <http://www.littoral-aquitain.fr/>.